

Intégration et adaptation dans une ville de taille moyenne : les réfugiés d'Asie du Sud-Est à Québec

Integration and adaptation in a medium-sized city: Southeast Asian refugees in Quebec City

Integración y adaptación en una ciudad de tamaño medio: los refugiados de Asia del sureste en Quebec

Louis-Jacques Dorais

Numéro 21 (61), printemps 1989

Villes cosmopolites et sociétés pluriculturelles

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034088ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034088ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dorais, L.-J. (1989). Intégration et adaptation dans une ville de taille moyenne : les réfugiés d'Asie du Sud-Est à Québec. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (21), 177-184.
<https://doi.org/10.7202/1034088ar>

Résumé de l'article

Les réfugiés ont plus tendance à se disperser sur l'ensemble du territoire du pays hôte que la plupart des immigrés. L'auteur se propose de regarder comment s'effectue le processus d'intégration sociale et d'adaptation culturelle de ces étrangers établis en dehors des grandes métropoles. L'exemple choisi est celui des réfugiés d'Asie du Sud-Est vivant dans la ville de Québec. Dispersés dans l'espace mais regroupés en communautés ethniques, les réfugiés présentent une diversité de profils lorsqu'on cherche à caractériser leur intégration et leur adaptation, les deux concepts étant clairement distingués dans le cadre de cette étude.

Intégration et adaptation dans une ville de taille moyenne : les réfugiés d'Asie du Sud-Est à Québec

L.-J. Dorais

La plupart des études ethniques en milieu urbain, tant au Canada qu'en France, aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, portent sur de grandes métropoles. New York, Paris, Londres, Montréal et Toronto, par exemple, ont attiré depuis plusieurs années l'attention des spécialistes. Une telle situation s'explique facilement. Historiquement, en effet, c'est surtout dans les grandes villes que se sont rassemblées les populations immigrantes qui, depuis le début de ce siècle, ont afflué vers les pays industrialisés.

Or l'immigration récente, dans certaines de ses composantes tout au moins, montre une certaine tendance à se disperser sur l'ensemble du territoire du pays hôte. C'est, en particulier, le cas des réfugiés¹. Généralement accueillis dans le cadre d'une politi-

que nationale d'aide humanitaire aux personnes déplacées, ils sont le plus souvent répartis — par les autorités ou au hasard de la distribution géographique des groupes de parrainage — aussi bien dans les métropoles que dans les villes plus petites et les campagnes. Ce type de politique d'insertion, qui vise à éviter la formation de ghettos ethniques, s'observe aussi bien en France qu'au Canada, aux États-Unis ou ailleurs.

Même si, après quelques mois ou quelques années, une bonne partie des populations immigrantes ainsi dispersées a tendance à se regrouper dans certains grands centres, plusieurs de ces personnes d'origine étrangère continuent à habiter la province, dans des agglomérations de taille moyenne ou petite, généralement assez homogènes du point de

vue ethnique. Il peut donc être intéressant — et nouveau, en ce qui concerne la socio-anthropologie des immigrants — d'examiner la façon dont s'effectue le processus d'intégration sociale et d'adaptation culturelle de ces étrangers établis en dehors des métropoles.

L'exemple choisi pour ce faire est celui des réfugiés d'Asie du Sud-Est vivant à Québec, au Canada². Cette agglomération de près de 500 000 habitants, capitale de la province du même nom, abrite une population qui est, à plus de 93 %, francophone de vieille souche (ses ancêtres ont immigré au Canada avant la conquête anglaise de 1760). Le reste est formé de personnes d'origine britannique (3,5 %) ou autre (3,2 %) ³. La structure économique de la région est avant tout



Les réfugiés d'Asie du Sud-Est à Québec

Avec des effectifs totaux de 1900 personnes (en 1987), les réfugiés d'Asie du Sud-Est comptent pour environ 10 % de la population d'origine autre que française ou britannique à Québec. Ils se répartissent comme suit : Vietnamiens, 800 personnes ; Cambodgiens, 700 personnes ; Laotiens, 200 personnes ; Sino-Indochinois, 200 personnes.

L'histoire démographique de cette population est assez particulière, quoique représentative de celle des communautés de la diaspora sud-est-asiatique. En 1974, à la veille donc des événements qui allaient provoquer l'exil massif des réfugiés, l'agglomération de Québec comptait un peu plus de 200 ressortissants originaires du Vietnam, du Cambodge et du Laos ; ce nombre comprenait environ 70 anciens étudiants, très majoritairement de sexe masculin, mariés (souvent à des Québécoises) et établis dans la région depuis, parfois, vingt ans, et 135 étudiants encore inscrits à l'Université Laval. La plupart étaient vietnamiens, à l'exception d'une trentaine de Cambodgiens et de dix Laotiens. En ajoutant à ces chiffres environ 80 enfants nés sur place, on atteignait donc un total de 280 à 290 Asiatiques du Sud-Est.

De juin 1975 à juin 1976, 255 réfugiés arrivèrent à Québec, dont

232 Vietnamiens, 20 Cambodgiens et 3 Laotiens. La plupart d'entre eux parlaient français, avaient poursuivi des études post-secondaires et provenaient de la classe moyenne supérieure urbaine. De plus, 80 % de ces personnes avaient déjà des parents installés dans la région de Québec. Les arrivées se firent plus rares par la suite. Fin 1978, la région comptait ainsi environ 500 Vietnamiens, 35 Cambodgiens et 15 Laotiens.

Cette population allait rapidement tripler. Les années 1979 et 1980 virent déferler sur le Canada, comme sur d'autres pays du monde, la vague des réfugiés de la mer (surtout originaires du Vietnam) et des Cambodgiens fuyant leur pays après la chute du régime khmer rouge. Québec reçut 1160 des quelque 40 000 réfugiés accueillis au Canada entre juillet 1979 et juin 1980. Six cent soixante d'entre eux étaient vietnamiens (surtout d'origine chinoise⁴), 350 cambodgiens et 150 laotiens. Parrainés par le gouvernement fédéral ou par des groupes privés, ils étaient installés, dès leur arrivée, dans un logement qu'on avait loué pour eux⁵. Les adultes étaient inscrits, pour six ou sept mois, aux cours de français du Centre d'orientation et de formation des immigrants (COFI), alors que les enfants étaient intégrés à l'école de leur quartier, généralement dans une classe d'accueil pour non-francophones. Les parrains devaient subvenir aux besoins des réfugiés pendant un an, ou jusqu'à ce qu'ils trouvent du travail⁶.

Les nouveaux arrivants différaient à plusieurs égards des réfugiés de la vague de 1975. En règle générale, ils étaient moins scolarisés, ne parlaient pas français (ni anglais) et n'avaient pas de famille à Québec. Cela ne favorisait pas leur insertion sur le marché du travail, surtout en pé-

178 basée sur les activités tertiaires : administration, services commerciaux et institutionnels (universités, écoles, hôpitaux), tourisme. L'industrie est peu développée et assez précaire.

Le petit nombre d'étrangers à Québec en a fait négliger l'étude. Deux ou trois thèses mises à part (dont Kaley, 1979), nos propres recherches ont été les premières, à partir de 1982, à s'intéresser de façon systématique aux immigrants de la région. Depuis, quelques autres thèses et rapports de recherche ont été déposés. Ils portent sur l'insertion en milieu scolaire (Pak, 1986 ; Robinson, 1988), l'intégration socio-économique (Giroux, 1983 ; Veilleux, 1987) et l'identité immigrée (Pham-Nguyễn, 1986 ; Ramos, 1988). Des recherches sont en cours, sur la socio-démographie des réfugiés, les femmes haïtiennes et salvadoriennes, et l'insertion des Chiliens à Québec.

riode de crise économique. C'est pourquoi plusieurs d'entre eux, dont la majorité des Sino-Vietnamiens, quittèrent la région après quelques mois, en direction des grands centres : Montréal, Toronto, Vancouver. Ils furent remplacés, au fil des ans, par d'autres réfugiés, venus pour la plupart dans le cadre du programme de réunification des familles. En 1987, donc, la région comptait 1900 Asiatiques du Sud-Est. Cette population à prédominance masculine (surtout chez les Vietnamiens) était relativement jeune.

L'insertion des réfugiés

Selon leur date d'arrivée à Québec, les réfugiés d'Asie du Sud-Est se sont insérés de façon différente au sein de la société hôte. Ces différences sont particulièrement frappantes en ce qui concerne l'intégration au marché du travail. Les étudiants venus avant 1975 et la plupart des réfugiés de la première vague (1975-1978), bien scolarisés et arrivés en période d'expansion économique, ont généralement pu occuper des emplois de type professionnel (postes d'ingénieur, de fonctionnaire, de professeur), des emplois de bureau ou des emplois dans le commerce. Les réfu-

giés plus récents, par contre, moins scolarisés et venus en période de récession, comptent une majorité de travailleurs manuels, aux emplois souvent précaires, et de personnes professionnellement inactives (femmes au foyer, bénéficiaires de l'assistance sociale, retraités, étudiants adultes).

Comme la plupart des immigrants venus avant 1975 et des réfugiés de la première vague sont d'origine vietnamienne, alors que 94 % des Cambodgiens et 95 % des Laotiens sont arrivés depuis 1979, le tableau des occupations à Québec montre des différences importantes selon le pays d'origine.

Comme on peut le constater, les Vietnamiens se répartissent en quatre grands groupes d'occupations, d'importance à peu près égale : personnes sans emploi (28,8 %), professionnels et commerçants (26 %), étudiants (25,4 %) et travailleurs manuels (19,7 %). Les Cambodgiens, par contre, comptent surtout des travailleurs manuels (51,8 %, dont 11 % d'ouvriers agricoles saisonniers) et des sans-emploi (36,8 %). Quant aux Laotiens, la grande majorité d'entre eux sont inactifs (70,4 %), les autres

(29 %) pratiquant un travail manuel souvent précaire.

La situation des femmes est particulièrement difficile. On trouve en effet chez elles une majorité d'inactives (53,2 % des Vietnamiennes, 52,6 % des Cambodgiennes et 75 % des Laotiennes) et une minorité de professionnelles et commerçantes (15,6 % des Vietnamiennes, 7,9 % des Cambodgiennes et aucune Laotiennes). Chez les Vietnamiens, deux fois plus d'hommes que de femmes adultes se déclarent étudiants.

Une telle répartition socio-professionnelle recouvre et engendre de nombreuses différenciations sociales entre ethnies et entre personnes pratiquant des occupations diverses à l'intérieur d'une même ethnie. Ces différenciations sont particulièrement importantes chez les Vietnamiens, qui se répartissent, globalement, en deux grands groupes : anciens étudiants et réfugiés de la première vague, d'une part, réfugiés venus depuis 1979, d'autre part. Chacun de ces groupes possède ses propres réseaux sociaux, qui se recoupent très peu. Leur distribution spatiale, qui reflète leur revenu moyen respectif, contribue aussi à les séparer : 72 % des ménages du premier groupe habitent les banlieues cossues de l'ouest de la ville, 84,5 % des ménages du second sont concentrés à Québec même. De tels clivages n'existent pas chez les Cambodgiens et les Laotiens, moins nombreux et socialement plus homogènes.

Malgré leur concentration dans certains quartiers (Limoilou, Saint-Roch) et villes de banlieue (Sainte-Foy, Les Saules), les réfugiés n'ont pas constitué de ghettos ethniques. Cela est probablement dû à leur petit nombre. Cette faiblesse des effectifs explique sans doute aussi le fait que, en dépit de leur visibilité⁷, les Asiatiques ne semblent pas être

Tableau des occupations à Québec

	Vietnamiens (%)	Cambodgiens (%)	Laotiens (%)
Professionnels	21,2	3,2	0,5
Finance et commerce	4,8	6,3	0,0
Secteur primaire (agriculture)	0,0	10,9	0,0
Ouvriers et artisans	7,8	8,6	14,0
Employés de services	11,9	32,3	15,0
Étudiants (> 18 ans)	25,4	1,8	0,0
Sans emploi et retraités	28,8	36,8	70,4
TOTAL	99,9	99,9	99,9

rejetés par la population majoritaire, même si très peu d'entre eux entretiennent des relations suivies avec des Québécois de vieille souche.

Un sondage effectué en 1986 auprès d'un échantillon de 60 résidents de Québec et de la banlieue, tous francophones de vieille souche, révèle que les « étrangers qu'on aime le moins » — surtout parce qu'ils « se croient meilleurs que les autres » — sont les Français et les Arabes, cités par près du quart (24,5 %) des répondants. Ils sont suivis par les Russes, que 18 % des personnes de l'échantillon disent ne pas aimer. Parmi les Asiatiques, on ne mentionne que les Cambodgiens, qui arrivent bon derniers au palmarès du rejet (4,5 % des mentions).

Inversement, si les « étrangers qu'on aime le plus », à cause de leurs « affinités avec nous », sont les Américains (22 % des mentions), les Européens (15 %) et les Japonais (12 %), les Asiatiques du Sud-Est se retrouvent quand même à mi-chemin entre les groupes le plus souvent et le moins souvent cités. C'est ainsi que les Vietnamiens sont mentionnés par 8,5 % des répondants, les Cambodgiens par 7 % et les Laotiens par 3 %. Ce sondage vaut ce qu'il vaut, mais comme il a été effectué au hasard, il peut être indicatif de certaines tendances parmi la population en général.

Les communautés ethniques

Malgré leur petit nombre, leur dispersion spatiale relative et leurs divisions internes, les réfugiés d'Asie du Sud-Est à Québec constituent des groupements sociaux qu'on peut qualifier de communautés ethniques. Nous inspirant en cela de Juteau, 1983 (construction de l'identité et de l'ethnicité), de Breton, 1964 (développement des institutions propres aux collectivités d'immigrants), et d'Elbaz, 1985 (rôle politique et idéologique de l'ethnicité), nous définissons ici la communauté ethnique comme un ensemble de groupes et d'individus aux intérêts souvent compétitifs, mais unis par une histoire et une expérience migratoire communes (que tous n'interprètent pas nécessairement de la même façon) et par des relations sociales (découlant parfois de rapports antagoniques) au moins partiellement partagées.

L'interaction entre ces individus et ces groupes, modulée par les rapports sociaux où ils s'insèrent et l'attitude de la société majoritaire à leur égard, provoque une dynamique particulière entraînant l'apparition de réseaux sociaux et d'institutions spécifiques qui influencent, comme on le verra plus loin, les processus d'intégration et d'adaptation. Un niveau élevé d'interaction et d'institutionnalisation favorisera donc la constitution d'une communauté bien structurée, qui pourra perdurer en tant qu'entité particulière pendant une période assez longue.

Les personnes originaires d'Asie du Sud-Est vivant à Québec forment trois communautés distinctes : Vietnamiens, Cambodgiens (d'origine khmère ou sino-khmère) et Laotiens (d'origine lao). Les Sino-Vietnamiens, quant à eux, ont développé des relations privilégiées avec, à la fois, les Vietnamiens et les Chinois de

la région. La vie de ces communautés se manifeste d'abord à travers les réseaux sociaux (réseaux de parents, d'amis, de connaissances), qui sont presque exclusivement constitués de personnes de même origine ethnique⁸.

La vie communautaire s'exprime aussi par les institutions religieuses et sportives, ainsi que par les commerces ethniques. Depuis l'automne 1986, les bouddhistes vietnamiens célèbrent l'office tous les quinze jours, dans une salle empruntée pour l'occasion, sans bénéficier cependant de la présence d'un bonze résident. Les Cambodgiens, par contre, ont leur propre desservant bouddhiste, soutenu par les dons de la communauté depuis mai 1987. Les catholiques vietnamiens ont un aumônier, séminariste réfugié ordonné prêtre à Québec en 1984, qui célèbre la messe du dimanche en vietnamien dans une église de la haute ville. Dans le domaine des activités sportives, les jeunes Vietnamiens ont mis un club de football sur pied il y a quelques années.

Les commerces ethniques sont nombreux par rapport aux faibles effectifs des réfugiés. La région de Québec compte en effet neuf restaurants vietnamiens, cinq restaurants cambodgiens (dont un adjacent à un hôtel), trois épicerie sino-vietnamiennes et une épicerie khmère. On y trouve aussi 25 restaurants chinois (et une épicerie cantonaise), appartenant tous à des immigrants originaires de Hong Kong ou de la Chine continentale. Un Vietnamien a ouvert un club de location de bandes vidéo pour magnétoscopes (films chinois avec sous-titres en vietnamien ; spectacles musicaux et vidéo-clips vietnamiens).

Mais ce sont les associations ethniques qui expriment le mieux la vie communautaire. Leur prolifération est encouragée par le

système. Dans le cadre de la politique canadienne de multiculturalisme — et de la politique québécoise des « communautés culturelles » —, chaque groupe ethnique doit avoir ses représentants officiels, dûment élus, habilités à le représenter auprès du gouvernement. Qui plus est, de nombreuses subventions sont mises à la disposition des organismes ethniques à but non lucratif. Il n'est donc pas étonnant que les trois communautés possèdent leurs propres associations, qui reflètent les intérêts particuliers des différents sous-groupes qui les composent, ainsi que les clivages politiques et sociaux qu'on observe en leur sein.

La communauté vietnamienne, la plus complexe des trois, ne compte pas moins de huit associations différentes pour une population totale de 800 personnes. Ces associations représentent soit des positions sociopolitiques divergentes, soit des groupes d'intérêt précis. L'Association des Vietnamiens de Québec, qui a pris en 1975 la relève de l'Association des étudiants vietnamiens à l'Université Laval (elle-même fondée en 1960), regroupe la presque-totalité des réfugiés et bon nombre d'immigrants plus anciens. Ouvertement anti-communiste, elle est considérée par les autorités comme le porte-parole officiel de la communauté. De par son parti-pris politique, elle s'oppose à la branche québécoise de l'Union des Vietnamiens du Canada, qui accorde son appui aux dirigeants actuels de Hanoi. L'Union regroupe une vingtaine de ménages de professionnels, professeurs d'université et hauts fonctionnaires, tous arrivés au Canada avant 1975.

Les autres associations vietnamiennes sont soit religieuses (Groupe bouddhiste Bô Dé, Communauté catholique de Québec), soit sociales (Association des

femmes, Association des jeunes, Association des personnes âgées, Troupe scout vietnamienne).

Chez les Cambodgiens, par contre, il n'existe que trois associations : l'Association des Cambodgiens du Québec, la plus importante, en principe apolitique, la Fraternité khmère de Québec, qui représente la fraction politique pro-Son Sann, et l'Association bouddhique khmère du Québec. Quant aux Laotiens, ils ne possèdent qu'une association, l'Association des Laotiens de Québec.

Tous ces organismes ont des objectifs et des activités assez semblables : aide et soutien à leurs membres (grâce, entre autres, à des services de counseling, d'accompagnement et d'interprétariat) ; représentation des divers secteurs de la communauté auprès de la société hôte ; maintien de la langue (cours donnés aux enfants), de la culture et de l'identité d'origine. Les deux derniers objectifs deviennent surtout manifestes lors des grandes fêtes annuelles ou des célébrations occasionnelles : Nouvel An vietnamien (*Têt*), Fête des morts et Nouvel An khmers, *baci* (fêtes communautaires) laotiennes. Ces fêtes concrétisent publiquement l'appartenance ethnique des membres des diverses communautés.



Intégration et adaptation

Ce pluralisme social, politique et religieux au sein des communautés, allié à la présence d'institutions et d'organismes communautaires actifs, a entraîné des différences quant au degré d'intégration et d'adaptation des diverses composantes de la population de réfugiés et d'immigrants d'Asie du Sud-Est à Québec.

Nous définissons ici l'intégration comme une participation réelle aux instances économiques et sociales de la collectivité dont on fait partie. En milieu d'immigration, cette participation suppose une insertion satisfaisante sur le marché du travail (emploi stable et suffisamment rémunéré), la constitution d'un réseau de relations sociales intégrant des membres de la société d'accueil et l'apprentissage de nouvelles habitudes culturelles et linguistiques. Le déroulement du processus d'intégration est déterminé par l'origine sociale de l'immigrant(e), les circonstances de la migration, le type de prise en charge dans le pays hôte, la distance entre les habitudes culturelles d'origine et celles du pays d'accueil, la présence d'une communauté ethnique déjà constituée et, surtout, les modalités de l'ajustement socio-professionnel.

Un haut niveau d'intégration ne signifie pas nécessairement que l'immigrant(e) est bien adapté(e) à son nouveau mode de vie.

182 Nous définissons en effet l'adaptation (certains parleraient peut-être ici d'intégration culturelle) comme la plus ou moins grande adéquation entre les valeurs, représentations et attitudes fondant l'identité de base d'un individu et les conditions objectives de la vie sociale de cette personne. Une telle définition tient compte d'éléments subjectifs, difficiles à mesurer, mais faisant partie intégrante de l'expérience migratoire.

L'étude des Asiatiques du Sud-Est à Québec montre que certaines personnes, peu nombreuses (environ 5 % des Vietnamiens ; aucun Cambodgien ni Laotien), sont à la fois bien intégrées et bien adaptées. Il s'agit de professionnels — hommes ou femmes —, le plus souvent arrivés avant 1975, bien insérés dans des réseaux sociaux surtout composés de Québécois de vieille souche, et se réclamant d'une identité canadienne plutôt que vietnamienne (ou viéto-canadienne), cambodgienne ou laotienne.

D'autres, au nombre desquels on compte la majorité des personnes arrivées avant 1975 ainsi qu'une bonne partie des réfugiés de la première vague, sont bien intégrés (niveau de vie élevé, excellente connaissance du français et relations sociales avec des Québécois), mais relativement peu adaptés, puisque leurs valeurs — familiales, sociales, politiques — et leur identité sont tou-

jours celles de la société d'origine, même quand ils vivent au Québec depuis plus de 25 ans. Cette catégorie regroupe environ 45 % des membres de la communauté vietnamienne et 3 % à 4 % des Cambodgiens de Québec. C'est parmi ces immigrants et réfugiés bien intégrés mais peu adaptés qu'on retrouve les leaders des diverses associations asiatiques de la région.

Le troisième groupe, peu nombreux, comprend des gens à la fois mal intégrés (professionnellement inactifs, sans contacts suivis avec la société hôte) et mal adaptés (incapables de reproduire ici leur milieu socio-culturel d'origine). Il se compose surtout de réfugiés récemment arrivés, le plus souvent seuls, et qui ne participent pas, ou très peu, aux activités de leur communauté ethnique. Ce groupe comprend environ 10 % des Vietnamiens, ainsi que quelques Cambodgiens et Laotiens.

La quatrième catégorie, enfin, est composée de la majeure partie des réfugiés de la deuxième vague (40 % des Vietnamiens, la presque-totalité des Cambodgiens et Laotiens). Ces gens sont relativement peu intégrés. Ils comprennent une très forte proportion de travailleurs manuels aux emplois précaires, ainsi que des personnes professionnellement inactives. De plus, comme ils ne parlent généralement pas beaucoup le français, même après sept ou huit ans de présence au Québec, ils n'entretiennent que très peu de contacts avec la société d'accueil. Par contre, l'adaptation de ces réfugiés, au sens où nous avons défini ce terme, n'est pas aussi difficile qu'on pourrait le croire. Ils sont insérés, en effet, dans des réseaux familiaux et sociaux bien structurés, presque exclusivement composés de compatriotes. Ces réseaux sont soutenus à leur

tour par des commerces, organismes et associations ethniques qui recréent à Québec des milieux sociaux au sein desquels les valeurs et l'identité dominantes sont celles de la société d'origine. L'adaptation de ces groupes mal intégrés est donc médiatisée par une communauté ethnique bien organisée, dont la présence leur garantit la possibilité d'un mode de vie en grande partie conforme à leurs valeurs de base.



Conclusion

Cette distinction entre intégration et adaptation nous semble théoriquement importante, car elle montre que la rationalité économique ne constitue pas le seul facteur explicatif de la position sociale des immigrants et réfugiés au sein de la société d'accueil. Pour bien comprendre leur situation, il faut aussi tenir compte d'autres éléments tout aussi essentiels, tels les modes de vie, les représentations, les valeurs et les attitudes.

L'étude des réfugiés d'Asie du Sud-Est à Québec montre que même avec des effectifs restreints, une collectivité d'origine étrangère peut constituer une communauté ethnique, au sens où nous avons défini ce terme, pourvu que le milieu où elle s'insère favorise l'éclosion de rapports sociaux et d'institutions susceptibles de la soutenir. La constitution de communautés de ce type, loin d'être nuisible, peut

constituer, comme on l'a vu, une forme d'adaptation médiatisée.

Il serait intéressant de comparer la situation des Vietnamiens, Cambodgiens et Laotiens de Québec avec celle de groupes de même origine vivant dans des villes d'importance égale. Les travaux d'Ida Simon-Barouh (1984), à Rennes, semblent montrer qu'en milieu français tout au moins l'intégration sociale est sans doute plus facile que dans les villes canadiennes de taille moyenne. Cela est peut-être dû à la prise en charge initiale totale, dans des centres provisoires d'hébergement, qui caractérise la politique française envers les réfugiés. Au Canada par contre — multiculturalisme officiel oblige — la constitution de communautés ethniques bien structurées et appuyées par l'État est probablement plus facile. Quoi qu'il en soit, les recherches sur les réfugiés et immigrants auraient intérêt à devenir comparatives.

Louis-Jacques Dorais,
Université Laval

Notes

¹ Si, en France, on établit une distinction majeure entre les réfugiés et les travailleurs immigrés, dont les statuts juridiques diffèrent radicalement, il n'en est pas de même aux États-Unis et au Canada, pays d'immigration traditionnels, où réfugiés et migrants volontaires sont accueillis à titre d'immigrants, sans égard aux motifs qui ont entraîné leur départ du pays d'origine.

² C'est en 1982 qu'ont débuté nos recherches sur divers aspects de la morphologie sociale des réfugiés d'Asie du Sud-Est à Québec. Effectuées en collaboration avec, principalement, madame Lise Pilon-Lê et messieurs Nguyễn Quy Bong et Nguyễn Huy, elles ont été subventionnées par le Secrétariat d'État canadien au multiculturalisme et le Fonds FCAR (Formation de chercheurs et aide à la recherche) du Québec. Elles ont donné lieu à la publication d'un certain nombre d'ouvrages, dont sont tirées les données utilisées pour la rédaction de ce texte (Dorais, Pilon-Lê et autres, 1984 ; Dorais et Pilon-Lê, 1986 ; Dorais, Pilon-Lê et Nguyễn, 1987 ; Dorais et Pilon-Lê, 1988).

³ Ces « autres » sont surtout d'origine allemande, sud-européenne (Italiens, Grecs, Portugais), libanaise, latino-américaine, chinoise et sud-est-asiatique ; il faut également compter plus d'un millier d'Amérindiens hurons et montagnais.

⁴ Ces Sino-Vietnamiens s'ajoutèrent aux quelque 1000 Chinois de Hong Kong et de la Chine continentale — restaurateurs et boutiquiers — qui habitaient déjà la région et dont la présence à Québec remonte au début du siècle.

⁵ L'accueil et l'installation des réfugiés pris en charge par le gouvernement ont été confiés à un organisme privé, la Fraternité multiculturelle. Les problèmes subséquents d'insertion sur le marché du travail et les problèmes liés à la condition féminine relèvent respectivement de l'Association des travailleurs immigrants

et québécois et du Centre international des femmes.

⁶ Sur l'installation et les problèmes d'adaptation des réfugiés d'Asie du Sud-Est au Canada et au Québec, on pourra consulter les ouvrages collectifs suivants : Adelman, 1980 ; Tepper, 1980 ; Chan et Indra, 1987 ; Chan et Dorais, 1987 ; Dorais, Chan et Indra, 1988.

⁷ Selon le sondage mentionné au paragraphe suivant, les catégories d'étrangers que les répondants déclarent rencontrer le plus souvent à Québec (surtout dans les lieux publics) sont les « Africains » et les « Vietnamiens ». En réalité, les premiers ne sont pas plus que quelques dizaines et les seconds ne dépassent pas le millier.

⁸ Les rares éléments exogènes à l'intérieur de ces réseaux sont les conjoints non asiatiques et les enfants issus de ces mariages mixtes. Une trentaine de Vietnamiens, quatre Vietnamiennes et deux Cambodgiens ont des conjoints occidentaux. Un Cambodgien a épousé une Philippine, un autre une Vietnamiennne.

Travaux cités

- ADELMAN, H., éd. 1980. *The Indochinese Refugee Movement. The Canadian Experience*. Toronto, Operation Lifeline.
- BRETON, R. 1964. « Institutional Completeness of Ethnic Communities and the Personal Relations of Immigrants », *American Journal of Sociology*, 70 :193-205.
- CHAN, K.B. et L.-J. DORAIS, éd. 1987. *Adaptation linguistique et culturelle : l'expérience des réfugiés d'Asie du Sud-est au Québec*. Québec, Centre international de recherche sur le bilinguisme.
- CHAN, K.B. et D.M. INDRA, éd. 1987. *Uprooting, Loss and Adaptation. The Resettlement of Indochinese Refugees in Canada*. Ottawa, Canadian Public Health Association.
- DORAIS, L.-J., K.B. CHAN et D.M. INDRA, éd. 1988. *Ten Years Later: Indochinese Communities in Canada*. Montréal, Canadian Asian Studies Association.
- DORAIS, L.-J., L. PILON-LÊ, NGUYÊN Quy Bong, NGUYÊN Huy et R. KALEY. 1984. *Les Vietnamiens du Québec : profil sociolinguistique*. Québec, Centre international de recherche sur le bilinguisme.
- DORAIS, L.-J. et L. PILON-LÊ. 1986. *Exil en terre froide : la communauté vietnamienne de Québec*. Québec, Université Laval, Département d'anthropologie.
- DORAIS, L.-J., L. PILON-LÊ et NGUYÊN Huy. 1987. *Exile in a Cold Land. A Vietnamese Community in Canada*. New Haven, Yale Center of Southeast Asia Studies.
- DORAIS, L.-J. et L. PILON-LÊ. 1988. *Les Communautés cambodgienne et laotienne de Québec*. Québec, Université Laval, Laboratoire de recherches anthropologiques.
- ELBAZ, M. 1985. *L'Économie politique des clivages ethniques : thèmes et théories*. Québec, Université Laval, Laboratoire de recherches anthropologiques.
- GIROUX, C. 1983. *La Situation socio-économique des immigrantes de la région métropolitaine de Québec*. Québec, Centre international des femmes.
- JUTEAU, D. 1983. « La production de l'ethnicité ou la part réelle de l'idéal », *Sociologie et sociétés*, 15, 2 : 39-54.
- KALEY, R. 1979. *L'Adaptation des enfants vietnamiens en milieu scolaire québécois*. Québec, Université Laval, Thèse de maîtrise en anthropologie.
- PAK, O.K. 1986. *L'Insertion socio-scolaire des parents non-francophones à la vie de l'école St-Malo, Québec*. Québec, Commission des écoles catholiques de Québec.
- PHAM-NGUYÊN, T. 1986. *Le Processus d'adaptation des réfugiés vietnamiens à Québec*. Québec, Université Laval, Thèse de maîtrise en linguistique.
- RAMOS, Y.H. 1988. *Les Immigrants latino-américains de la ville de Québec : insertion sociale et émergence de leur identité ethnique*. Québec, Université Laval, Thèse de maîtrise en anthropologie.
- ROBINSON, J. 1988. *Le Processus d'intégration académique et sociale des adolescents vietnamiens et cambodgiens à Québec*. Québec, Université Laval, Thèse de maîtrise en anthropologie.
- SIMON-BAROUH, I. 1984. « Être Cambodgien à Rennes en 1982 », dans *La France au pluriel ?* (CRISPA et revue Pluriel-Débat). Paris, L'Harmattan : 161-175.
- TEPPER, E.L., éd. 1980. *D'un continent à l'autre : les réfugiés du Sud-Est asiatique*. Ottawa, Association canadienne d'études asiatiques.
- VEILLEUX, C. 1987. *De l'espoir à la désillusion : l'insertion des réfugiées cambodgiennes au marché du travail québécois*. Québec, Université Laval, thèse de maîtrise en anthropologie.